

Système de télévision par câble bilatérale

Le gouvernement fédéral apportera \$1,2 million à la mise au point d'un système polyvalent de télévision par câble bilatérale.

Le principal artisan de ce programme de quatre ans, dont le coût s'élèvera à \$4,5 millions est Télécâble Vidéotron, importante compagnie de télévision par câble de la région de Montréal desservant quelque 95 000 abonnés.

Grâce à l'appui du gouvernement fédéral et à la collaboration d'autres participants, cette compagnie mettra au point un système-pilote qui offrira de nouveaux services, tels que le vidéotex, les avertisseurs médicaux, d'incendie, de vol et les jeux vidéo. Tous ces services viennent s'ajouter à la distribution des signaux unilatéraux classiques de la télévision par câble.

Subventions fédérales pour l'enseignement des langues officielles

Dans le cadre du programme des langues officielles dans l'enseignement, et aux termes d'une entente provisoire conclue pour 1979-1980, le gouvernement fédéral a versé \$140 millions aux provinces.

Les négociations se poursuivent pour arriver à une entente à long terme.

Les programmes fédéraux-provinciaux pour les langues officielles dans l'enseignement ont débuté en 1970. Ils poursuivent un double objectif: d'une part, multiplier les occasions pour les Canadiens qui font partie des groupes minoritaires de langue officielle de pouvoir, dans chaque province, faire instruire leurs enfants dans leur propre langue, et, d'autre part, faciliter l'étude de l'autre langue officielle aux étudiants canadiens qui le désirent.

Outre ces paiements dits "formulaires", le gouvernement fédéral a aussi remis aux provinces un peu plus de \$30 millions pour l'année 1979-1980, afin d'aider les provinces à financer certaines initiatives et certains programmes particuliers, par exemple, les cours d'immersion et les bourses d'étude.

Depuis 1970, le gouvernement fédéral a versé aux provinces près de \$1,3 milliard pour l'enseignement des langues officielles.

Maires canadiens en Europe

Un groupe de 12 maires, comprenant des représentants de chacune des dix provinces et des Territoires-du-Nord-Ouest, a effectué un voyage d'études de huit jours en Europe (2-10 mai) qui leur a permis de se familiariser davantage avec divers aspects de la politique étrangère du Canada.

Les maires ont visité le siège de l'OTAN et celui de la Commission des communautés européennes, à Bruxelles, les quartiers généraux suprêmes des puissances alliées en Europe, près de Mons, le Conseil de l'Europe, à Strasbourg, et la base des Forces canadiennes à Lahr (République fédérale d'Allemagne).

La visite s'est effectuée sous les auspices du ministère des Affaires extérieures, avec le concours du ministère de la Défense nationale, du service de l'information de l'OTAN et de la Délégation de la Commission des communautés européennes à Ottawa.

Par le passé, des groupes analogues de parlementaires, de professeurs du secondaire et de journalistes d'hebdomadaires canadiens ont pris part à des visites semblables. C'est la deuxième fois que des maires participent au Programme.

Retombées au Québec de l'achat du CF-18A

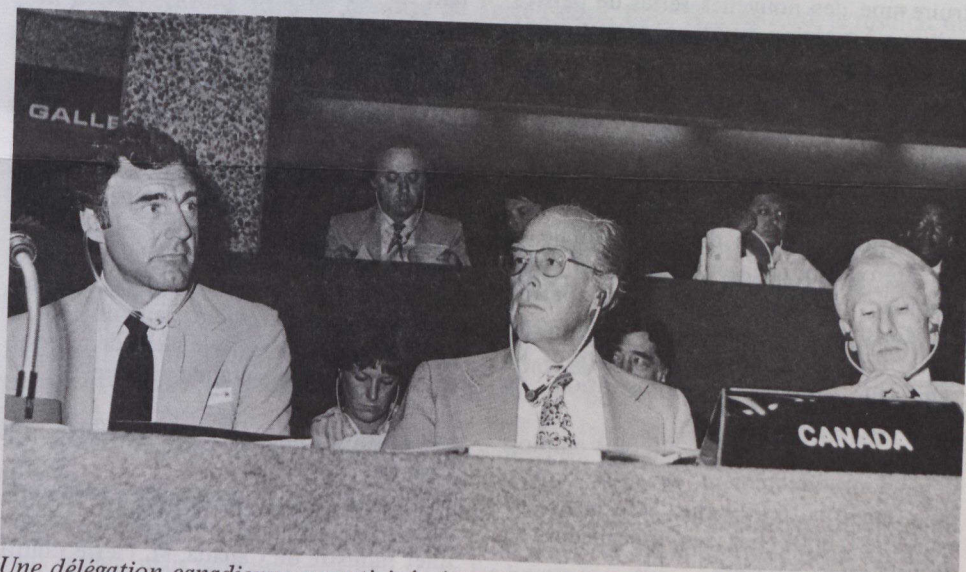
La compagnie McDonnell Douglas, dont le siège est à St-Louis (États-Unis), construira un centre d'usinage commandé par ordinateur, au Québec.

Le ministre des Approvisionnements et Services, M. Jean-Jacques Blais, a précisé que ce centre était la deuxième usine établie au Québec dans le cadre du contrat passé entre la Compagnie et le gouvernement canadien pour l'achat d'avions de chasse CF-18A.

En effet, la compagnie General Electric du Canada a annoncé la construction, dans les Cantons de l'Est, d'une usine de pales et d'aubes de réacteur. De plus, elle prévoit agrandir son usine à St-André (Québec).

Le centre d'usinage que construira la McDonnell Douglas sera équipé des instruments de précision les plus modernes. Grâce à un nouveau procédé d'usinage à cinq axes, les machines commandées par ordinateur produiront des pièces très détaillées, par exemple, des éléments de fuselage en aluminium, en acier et en titane. Le Centre sera aussi en mesure de fabriquer des pièces compliquées à des fins autres que la construction d'avions.

Délégation canadienne à une réunion de l'ONU sur l'environnement



Une délégation canadienne a participé récemment à Nairobi (Kenya), pour la première fois en qualité d'observateurs, à la huitième réunion du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement. On reconnaît sur la photo, dans l'ordre habituel: M. Lorne Clark, directeur de la direction des Opérations juridiques du ministère des Affaires extérieures, M. G.F. Bruce, haut-commissaire du Canada au Kenya, et M. Bird, directeur général de la direction générale des Affaires intergouvernementales du ministère de l'Environnement.